



PHOTO : ISTOCK

Fin de la malbouffe et agriculture durable au menu des Obama

L'agriculture et l'alimentation sont au cœur des priorités du couple le plus puissant de la planète. Mais comme pour la réforme de la santé, le couple Obama se heurte à de puissants lobbys, cette fois-ci ceux de l'agriculture.

Par Nicolas Mesly



PHOTO : GOOGLEIMAGE

En lançant sa campagne *Let's Move*, en février dernier, la première dame des États-Unis, Michelle Obama, a entrepris d'enrayer l'épidémie d'obésité infantile au pays de l'abondance, en moins d'une génération. Un tiers des enfants américains sont obèses. La campagne monopolise parents, leaders de communautés, professeurs et directeurs d'école, institutions, gouverneurs... Le coût de l'obésité et des maladies qu'elle suscite – diabète, problèmes cardiaques, cancer – se chiffre à plus de 147 milliards de \$US par année.

Barack Obama a mis son grain de sel dans la cause de son épouse puisque « la santé d'une nation dépend de la santé de ses enfants ». Le président a créé un comité spécial bipartisan pour lutter contre l'obésité infantile doté d'un budget de 350 millions de \$US. Et il a mis sur la sellette son secrétaire à l'Agriculture, Tom Vilsack, chargé du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA). Ce dernier doit administrer un budget de 781 milliards de \$US échelonné sur dix ans voté lors du dernier *Farm Bill*, en 2008.

Avec 60 % de ce budget alloué aux programmes d'alimentation, Vilsack pourrait changer le nom du département de l'Agriculture pour celui

de département de l'Alimentation. Un Américain sur cinq dépend du USDA pour se nourrir. En un an, la crise a fait bondir de 31 à 38 millions – l'équivalent de la population du Canada – le nombre de gens touchant une des aides alimentaires. Le coût : 56 milliards de \$US.

Vilsack entend sortir la *junk food* des écoles, sans toutefois taxer les boissons gazeuses au même titre que l'alcool et le tabac, tous deux considérés comme des produits nocifs pour la santé. Dans une allocution donnée au National Press Club, le secrétaire à l'Agriculture a aussi indiqué qu'il travaillait à une réforme de la pyramide alimentaire, sorte de bible de l'alimentation préconisée par le USDA. Basée sur une étude de l'Institut de médecine, cette pyramide inclura plus de fruits et légumes, de céréales et de produits laitiers à faible teneur en gras.

VENT DE CHANGEMENT À WASHINGTON

L'influence du couple Obama s'est fait sentir lors du USDA Forum Outlook 2010, la conférence sur les plus récentes perspectives sur l'agriculture américaine. L'événement, qui en était à sa 86^e édition, réunit chaque année le gratin alimentaire mondial. Cette fois, les projecteurs n'étaient

pas seulement braqués sur les cours du marché mondial des principales denrées (maïs, riz, blé, soya, porc, lait). Deux conférenciers ont incarné la notion d'alimentation santé et une vision prospère du développement durable. Le premier, Fedele Bauccio, président de Bon Appétit, affiche un chiffre d'affaires de 600 millions de \$US (2009). La recette de son succès consiste à répondre à quatre questions que se posent les consommateurs : 1) D'où vient ma nourriture? 2) Comment est-elle produite? 3) Quelle est mon empreinte écologique quand j'achète cet aliment? 4) Est-il salubre? Sa clientèle industrielle compte Google, eBay... et plus de 200 collèges et universités du pays.

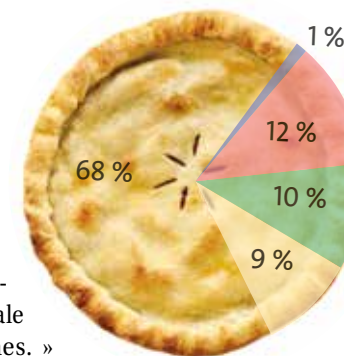
Pour concocter ses menus santé, M. Bauccio s'approvisionne auprès d'agriculteurs dans un rayon de 240 km. Le plus difficile, selon lui, a été de gagner la confiance des producteurs. Un seul hic dans sa chaîne d'approvisionnement : l'impossibilité de trouver de la viande de porc produite sans antibiotiques. Solidement ancré dans ses convictions, l'homme d'affaires est contre les fermes industrielles, pour le bien-être animal, et invite le USDA à enquêter sur le sort parfois « horrible » des travailleurs étrangers qui récoltent le pain quotidien des Américains.

Le second conférencier, Walter Robb, coprésident de Whole Foods Market, parle quant à lui d'une véritable révolution de l'alimentation. Porte-étendard des produits biologiques, son entreprise a un chiffre d'affaires de plus de 9 milliards de \$US (2009) et exporte de nombreux produits au Canada. Alors que la récession de 2009 a fait plonger la consommation d'aliments « conventionnels » de 0,6 %, la vente de produits biologiques a augmenté de 2,1 %. « Les consommateurs veulent plus d'information sur leurs aliments qu'une liste de calories », prétend M. Robb, qui se prononce en faveur d'un étiquetage précisant « produit sans OGM », le cas échéant. Il est aussi en faveur d'un commerce équitable. En commençant sur le territoire américain, où des milliers de consommateurs, par exemple en banlieue de Detroit, n'ont pas accès à des légumes et à de la viande fraîche.

La vision des deux PDG susmentionnés et leur type d'entreprise contrastaient avec ceux de Wesley Batista, chef de la direction du géant du bœuf brésilien JBS, également invité aux perspectives 2010. Son entreprise a profité de la crise pour cumuler les acquisitions aux États-Unis commencées en 2007 (Swift and Company, Smithfield Beef Division, Five Rivers Cattle Feeding et des intérêts dans Pilgrims Pride). « Nous avons fait ces inves-

tissements aux États-Unis parce que nous avons bon espoir que ce pays est le tremplin idéal pour répondre à une demande mondiale grandissante de protéines. » JBS abat chaque jour aux États-Unis 28 000 bovins, 48 000 porcs, 4000 agneaux, 7,2 millions d'oiseaux, et son parc d'engraissement de bovins se chiffre à 900 000 têtes.

En investissant aux États-Unis, le géant brésilien de la viande trouve en effet un terrain propice, puisque la politique américaine consiste à subventionner la production massive de céréales et d'oléagineux. M. Batista n'envisage pas d'investir au Canada pour le moment, même si le pays est un grand producteur de bœuf. « Nous allons d'abord prendre le temps de digérer nos acquisitions aux États-Unis », a-t-il indiqué. Interrogé après son allocution sur la déforestation au Brésil au profit de l'élevage de bétail, M. Batista a indiqué qu'en aucun cas son entreprise n'achetait des bêtes d'éleveurs associés à la coupe de la forêt amazonienne.



Répartition des fonds du Farm Bill de 2008

Alimentation 68 %
Denrées 12 %
Assurance récolte 10 %
Conservation 9 %
Autres 1 %

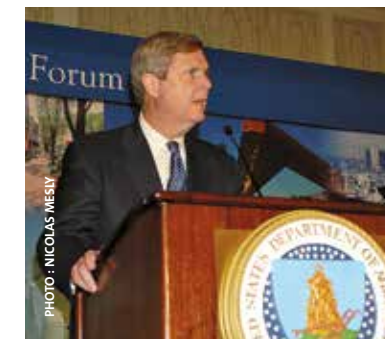
Total des dépenses :

781 milliards de \$US sur dix ans

SOUTIEN AGRICOLE CONTESTÉ

Aux États-Unis, les programmes d'aide à la production de denrées sont controversés, car ils encourageraient une production excessive au détriment de l'environnement (surdose d'engrais et de pesticides). Chaque année, Washington investit 20 milliards de \$US pour soutenir directement ses agriculteurs et finance en plus des programmes d'aide à la conservation des ressources (eau, terre) à raison de 9 milliards de \$US. « Les budgets de conservation sont la moitié moindres que ceux des denrées. Et contrairement à ce qui se fait en Europe, l'aide publique versée aux agriculteurs américains n'est pas écoconditionnelle. Les producteurs ne respectent l'environnement que sur une base volontaire », explique Otto Doering, professeur de conservation des sols à l'Université Purdue.

Selon les critiques, les programmes d'aide aux denrées seraient aussi liés à l'épidémie d'obésité en favorisant, entre autres, la production de *junk food*. Sous l'influence des Obama, le USDA instaure quelques initiatives pour encourager l'achat local, telles que *Know Your Farmer*, *Know Your Food*. Celle-ci encourage les gens à acheter des aliments frais directement aux producteurs ou par l'entremise de marchés locaux. Toutefois, l'abandon de la malbouffe par une majorité d'Américains n'est pas pour demain. ■



Tom Vilsack, secrétaire à l'Agriculture des États-Unis



PHOTO : NICOLAS MESLY



Éthanol et agriculture durable

Par Nicolas Mesly

Le président Obama a hérité du très controversé projet de production « d'essence verte » de son prédécesseur. En 2007, en adoptant la *Loi sur l'indépendance et la sécurité énergétiques*, l'ex-président G.W. Bush a mis les pleins gaz sur la production d'éthanol, d'abord pour sevrer l'Amérique du pétrole des pays ennemis, ensuite pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

En vertu de cette loi, les Américains entendent produire 136 milliards de litres (36 milliards de gallons) d'éthanol d'ici 2022. L'entente prévoit un plafond de 57 milliards de litres d'éthanol fabriqué à partir de maïs. Ce plafond est presque atteint et, en 2009, 24 % de la production de grain jaune était destinée à alimenter le parc automobile américain. Les 79 milliards de litres restants doivent être comblés par la production d'éthanol de seconde génération, dit « cellulosique ».

« On doit se fixer des objectifs réalistes de production d'éthanol aux États-Unis au lieu de jeter l'argent des contribuables par la fenêtre »,

dit Amy Myers Jaffe, une des auteurs de l'étude sur les bases d'une politique durable sur les biocarburants aux États-Unis, publiée par l'Université Rice, au Texas, en janvier dernier.

Selon cette étude, Washington a dépensé 4 milliards de \$US en subventions aux biocarburants en 2008, pour remplacer environ 2 % de la demande américaine de carburant. « L'accroissement de la production d'éthanol à partir du maïs dans le Midwest pourrait se faire au détriment de l'environnement et exacerber les dommages faits aux écosystèmes ainsi qu'aux pêches le long du Mississippi et dans le golfe du Mexique, et créer une pénurie d'eau dans les régions où les récoltes sont irriguées », soutient le rapport.

Les auteurs calculent que pour produire les 57 milliards de litres d'éthanol-maïs, les producteurs auront besoin de 2,17 millions de tonnes d'azote supplémentaires, soit 16 % de tout l'azote utilisé, pour faire pousser les autres récoltes américaines.

« Nous sommes très conscients du problème et nous encourageons les producteurs à utiliser de nouvelles technologies et de bonnes pratiques culturales, tel le semis direct », explique John Scoll, producteur de maïs et de soya de l'Illinois et également président de l'American Farmland Trust (AFT), une organisation de producteurs vouée à la conservation des ressources naturelles.

Selon l'AFT, près de 50 % de la production américaine de maïs est produite en rotation, 20 % est réalisée sous semis direct et 30 % est irriguée. En 2010, la production de maïs atteindra un record de tous les temps, soit 333 millions de tonnes, d'après les estimations du USDA.

En ce qui a trait à l'éthanol cellulosique, on pense que la technologie pour sa fabrication ne sera pas au point avant au moins cinq ans. Selon Joseph Glauber, économiste en chef du USDA, la demande pour ces 79 milliards de litres d'éthanol qui ne peuvent être produits par le maïs risque de compromettre les programmes de conservation du USDA, qui englobent quelque 38 millions d'hectares.

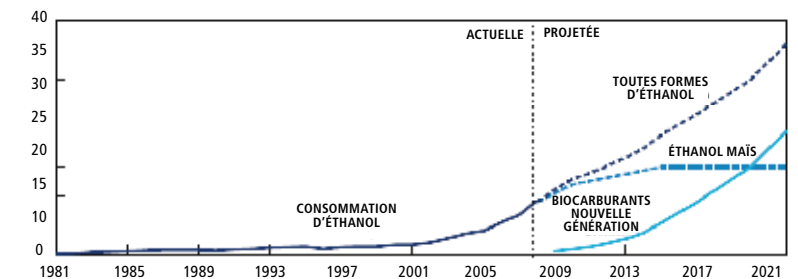
« Je ne pense pas que toute cette terre va être convertie à des productions énergétiques », croit John Scholl. Selon lui, la demande d'éthanol cellulosique encouragera peut-être les producteurs à inclure une nouvelle production dans leur rotation, comme le panic érigé, ce qui permettrait un meilleur recouvrement des sols et limiterait l'érosion. Quant à la possibilité de récolter des résidus de maïs au champ pour produire cet éthanol de deuxième génération, « on reconnaît qu'il y aura une limite à ce que l'on peut prélever sans avoir un effet négatif sur la qualité du sol », ajoute ce producteur.

Selon l'étude publiée par l'Université Rice, il est très douteux que les États-Unis puissent atteindre leur objectif de production d'éthanol cellulosique d'ici 2022. Plus de 96 % de l'éthanol est produit à partir du maïs dans le Midwest, en plein cœur de l'Amérique. Le biocarburant doit être ensuite acheminé par train, par camion et par barge pour être mélangé à l'essence par les raffineurs.

Bien que le producteur d'éthanol Poet, du Midwest, ait récemment annoncé la construction d'un pipeline pour réduire les coûts de transport, les auteurs de l'étude préconisent qu'il serait plus économique d'importer de l'éthanol du Brésil, ou potentiellement de Cuba, fabriqué à partir de canne à sucre, pour le mélanger dans les terminaux pétroliers situés près des grandes villes côtières, là où se trouvent les marchés. ■

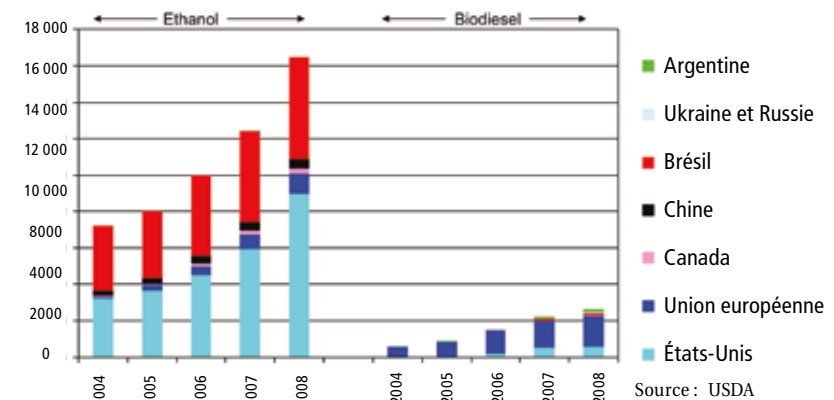
Éthanol à être produit en vertu de la Loi sur l'indépendance et la sécurité énergétiques (2007)

Milliards de gallons US



Croissance mondiale de la production des biocarburants (2003-2008)

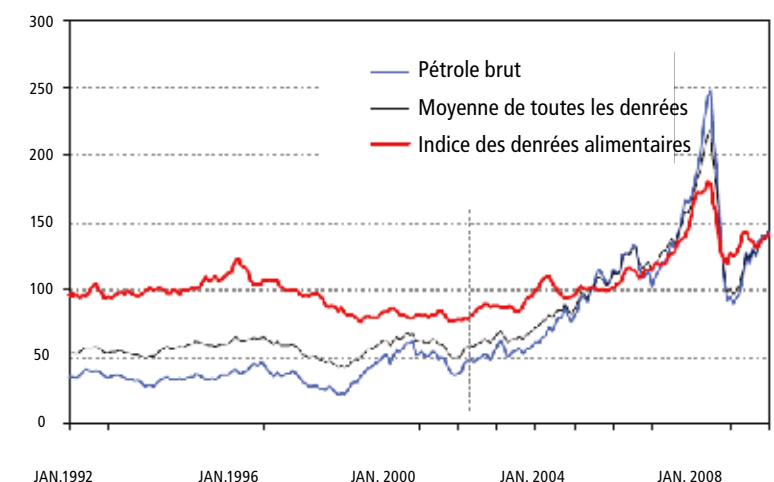
Millions de gallons US



Source : USDA

Indice des prix du pétrole et des denrées alimentaires

Indice : 2005 = 100



Récolter sans semer

Par Khamla Heminthavong, économiste
Secteur du développement durable
La Coop fédérée
khamla.heminthavong@lacoop.coop

Le programme de soutien agricole céréalier Direct Counter-cyclical Payments (DCP) est vivement critiqué aux États-Unis. D'une part, ce programme permet d'encaisser des subventions sans cultiver la terre, ce qui contrarie bien des contribuables. De l'autre, les agriculteurs déplorent le manque de protection en cas de pertes de rendement. En fait, le fédéral ne devrait verser de l'argent que lorsque les prix chutent. Pourtant, malgré des prix records des denrées en 2008, le département de l'Agriculture des États-Unis (USDA) a versé de généreuses subventions. Pour pallier cette situation, les autorités américaines ont misé sur un nouvel outil avec le *Farm Bill* de 2008 : le programme Average Crop Revenue Election (ACRE), qui consiste en une assurance revenu.

DES PAIEMENTS DIRECTS AUX MORTS ET À BUGS BUNNY

Depuis 2000, plus de 1,3 milliard de \$US ont été versés à des personnes ne cultivant pas la terre. Les producteurs d'une dizaine de grandes cultures – coton, maïs et soya en tête – peuvent toucher ces subventions. Trois journalistes¹ du *Washington Post* ont toutefois passé plus d'une année à enquêter sur l'attribution des subventions agricoles DCP. Résultat : ils ont constaté que même les morts touchent des subventions! Bugs Bunny – ce n'est pas une blague –, un organisme religieux, en profite aussi. « C'est vrai, ça prenait juste un nom pour toucher la subvention », reconnaît Brent Orr, spécialiste des programmes DCP/ACRE, du Farm Service Agency (FSA), une division du USDA.

ACRE POUR CORRIGER LA SITUATION?

Même si les prix sont élevés, les producteurs veulent continuer de toucher l'aide de l'État. « Le programme traditionnel DCP ne procure pas un filet de sécurité adéquat dans le contexte actuel », souligne Carl R. Zulauf, professeur au Département d'agroéconomie de l'Université de l'Ohio et concepteur du programme ACRE. Ce programme de protection des revenus entend utiliser comme référence les prix des deux plus récentes années.

Contrairement aux DCP, les paiements ACRE nécessitent une réelle production. Les participants doivent se soumettre à une série de conditions : 1) fournir l'historique de leurs rendements et superficies en culture; 2) posséder une assurance récolte; 3) consentir à adopter de bonnes pratiques environnementales.

Le but du producteur est évidemment de retirer le maximum de compensation. Le programme du professeur Zulauf est salué par l'American Farmland Trust, la National Corn Growers Association (NCGA) et des sénateurs de l'Illinois ainsi que de l'Ohio, de puissants acteurs de la zone du *Corn Belt*. Le programme ACRE a fait une entrée remarquée au sein du *Farm Bill* de 2008; il est en vigueur depuis l'an dernier.

INQUIÉTUDE CHEZ LES PRODUCTEURS

« Le taux d'adhésion au programme ACRE est très décevant, parce que les programmes agricoles sont de plus en plus nombreux et complexes », souligne Vince H. Smith, professeur d'agroéconomie de l'Université du Montana. En Iowa seulement, dit-il, on demande aux agriculteurs de sélectionner parmi 150 000 options d'assurance-récolte en plus de choisir entre les programmes DCP ou ACRE.

En instaurant le programme ACRE, Washington cherche à économiser l'argent versé par les DCP sans obligation de produire, soit 5 milliards de \$ par année; mais en obligeant les producteurs à produire, il se lance dans l'inconnu. Selon différentes études, le programme ACRE pourrait coûter entre 2 et 10 milliards au Trésor américain. Et ce même programme pourrait ne pas obtenir l'assentiment de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), puisqu'il incite à la production. Les céréaliers américains n'ont jamais été si confus. ■

¹ MORGAN, Dan, Gilbert M. GAUL et Sarah COHEN, « Farm Program Pays \$1.3 Billion to People Who Don't Farm », *Washington Post*, 2 juillet 2006, p. A1



Joseph Glauber une superstar discrète

Par Nicolas Mesly

Les prévisions de l'économiste en chef du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA), Joseph W. Glauber, peuvent influencer le cours des denrées agricoles sur les Bourses de Chicago, de Winnipeg et du monde entier. *Le Coopérateur agricole* l'a rencontré à son bureau de Washington, capitale de la première puissance agricole et militaire du monde. Une entrevue exclusive accordée au lendemain de la conférence sur les perspectives annuelles de l'économie agricole américaine, qui réunissait le gratin alimentaire mondial.

« En 2010, les producteurs américains de céréales et d'animaux vont engranger des revenus records, les troisièmes en importance jamais enregistrés », a prédit Joseph W. Glauber, économiste en chef du USDA, à la 86^e édition du Outlook Forum, conférence culte tenue en début d'année dans un hôtel à deux enjambées de Washington.

En entrevue, M. Glauber dit douter de pouvoir répondre à l'appel du président Obama, soit doubler les exportations américaines d'ici cinq ans. Les exportations agricoles américaines ont déjà plus que doublé de 2002 à 2008, passant de quelque 50 à 115,3 milliards de \$US, un record historique. En 2009, l'effondrement de l'économie mondiale a provoqué une chute des exportations américaines sous la barre des 100 milliards de \$US; en 2010, toutefois, elles devraient à nouveau dépasser ce cap. La Chine contribue à relancer les affaires des agriculteurs américains. À elle seule, la demande de soya émanant de l'Empire du Milieu représente 54 % du commerce mondial de cette plante. Selon un collègue de Joseph Glauber, Jim Miller, du Foreign Agricultural Service (FAS), le commerce agricole bilatéral États-Unis – Chine surpassera bientôt celui combiné des États-Unis avec les deux autres membres de l'ALENA, le Canada et le Mexique.

L'économiste en chef du USDA, Joseph W. Glauber, compte sur une équipe chevronnée d'analystes à Washington et aux quatre coins des États-Unis pour prédire le revenu des agriculteurs américains et l'évolution du prix des principales denrées commercialisées autour du globe : maïs, soya, riz, blé, coton, sucre, lait, porc et autres. L'économiste vedette compte aussi sur le formidable réseau du Foreign Agricultural Service (FAS), composé de spécialistes agricoles déployés dans les ambassades et consulats américains dans 90 pays. Il mise également sur l'information transmise par les satellites américains capables de détecter les effets des changements climatiques – inondations, sécheresses – ou de déterminer quels types d'insectes ou de champignons infectent les champs de la planète. Bref, le regard de Joseph Glauber est comme un rayon X balayant les marchés agroalimentaires du globe. Ses prédictions sont en quelque sorte paroles d'évangile dans les bureaux des courtiers partout dans le monde.

Les exportations agricoles sont vitales pour l'administration Obama, qui cumule le déficit titanesque de 14 billions (14 000 000 000 000) de \$US. Le surplus commercial agricole (les exportations moins les importations) permet de renflouer un peu les coffres de Washington. En 2008, avant la crise, ce surplus avait atteint 36 milliards de \$US. On prévoit qu'il sera de 22,5 milliards de \$US en 2010.

PRIVILÉGIER L'OMC

Joseph Glauber a aussi été l'homme de confiance de Washington en tant qu'envoyé spécial du secteur agricole américain aux négociations du Cycle de Doha de l'OMC pendant deux ans, de 2007 à 2009. Malgré l'échec du processus (amorcé en 2001), le négociateur en chef continue de privilégier une approche multilatérale pour accroître le commerce agricole mondial. « Il s'en est fallu de peu, la dernière fois, pour que l'accord de Doha soit ratifié. Or, ce n'est pas le secteur agricole américain, préoccupé par les suppressions de subventions et l'accès aux marchés, mais d'autres secteurs qui ont empêché cette ratification. Le président Obama a clairement indiqué qu'il voulait conclure ces négociations », dit-il.

LAIT

La récession mondiale de 2009 a eu une forte incidence sur le secteur laitier américain. Le prix du lait payé aux producteurs a fondu à 12,81 \$US les 100 lb. En 2010, M. Glauber prévoit que ce prix rebondira entre 16,20 et 16,90 \$US les 100 lb grâce à la reprise des exportations de produits laitiers sur la scène internationale. Les éleveurs ont abattu 252 000 vaches au cours de l'année dernière dans l'espoir de diminuer la production et de faire grimper les prix. En soutien à leurs entreprises, ils ont bénéficié en 2009 de plus d'un milliard de \$ US offerts par

les différents programmes de soutien du USDA. Malgré tous leurs déboires, la majorité des producteurs américains ne sont pas enclins à adopter un système de quotas calqué sur celui du Canada, soutient M. Glauber. Si les négociations reprennent à l'OMC, ce dernier croit que les producteurs canadiens ont les outils nécessaires pour protéger adéquatement leur système de gestion de l'offre.

Outre la reprise des exportations de produits laitiers, M. Glauber prévoit en 2010 une reprise des exportations de porc et de bœuf; par contre, celles de volaille vont diminuer, en partie à cause de restrictions imposées par la Russie.

FIN DE LA TOURMENTE POUR LE PORC?

En 2010, l'économiste en chef du USDA prévoit une diminution de la production américaine de porc de 2 %, mais une augmentation substantielle des exportations de 9 % due à la reprise économique mondiale. En entrevue, il a indiqué que la tendance à l'intégration se poursuivait dans le secteur porcin aux États-Unis et que les petits producteurs indépendants trouveraient leur compte dans des marchés de créneau, biologiques ou autres.

Avis aux concurrents, dont le Canada : le coût de production du porc américain se chiffre entre 140 et 150 \$US la tête.

RÉGIME MINCEUR POUR LE SECTEUR AGRICOLE?

Selon M. Glauber, le souhait du président Obama de plafonner l'aide à 250 000 \$US par ferme ne s'est pas encore réalisé. Par contre, les paiements directs aux agriculteurs pourraient diminuer de 40 000 à 30 000 \$US. L'économiste en chef du USDA estime que les sommes économisées se chiffrent à 200 millions de \$US par année, soit un milliard de \$US d'ici cinq ans. ■

Revenu net des producteurs américains (source : USDA)

2010 : 76,3 milliards de \$US (prévision)

2009 : 71,3 milliards de \$US